

GE_GERICHTE ATA/747/2013 vom 8. November 2013

GE Cour de justice, 2013-11-08, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATA_747_2013

FR: GE_GERICHTE ATA/747/2013 du 8 novembre 2013

IT: GE_GERICHTE ATA/747/2013 del 8 novembre 2013

Volltext

RÉPUBLIQUE ET

CANTON DE GENÈVE POUVOIR JUDICIAIRE A/2702/2013-FORMA ATA/747/2013

COUR DE JUSTICE Chambre administrative Décision du 8 novembre 2013

dans la cause

Mademoiselle P_____ représentée par ses parents, Madame et Monsieur P_____ contre
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DE LA CULTURE ET DU SPORT

- 2/3 - A/2702/2013 Considérant :

que, le 23 août 2013, Mademoiselle P_____, représentée par ses parents Madame et Monsieur P_____, a formé un recours auprès de la chambre administrative de la Cour de justice (ci-après : la chambre administrative), contre une décision rendue le 23 juillet 2013 par le département de l'instruction publique, de la culture et du sport ;

que par lettre datée du 23 août 2013, envoyée sous pli simple, la chambre de céans a invité la recourante à s'acquitter d'une avance de frais d'un montant de CHF 400.- dans un délai échéant le 22 septembre 2013, sous peine d'irrecevabilité de son recours (art. 86 al. 2 de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 - LPA - E 5 10) ;

que sans nouvelles de sa part, un rappel lui a été adressé le 3 octobre 2013 par plis simple et recommandé, avec un ultime délai au 18 octobre 2013, pour s'acquitter de l'avance de frais et qu'à défaut, le recours serait déclaré irrecevable ;

qu'à ce jour, la recourante n'a pas effectué l'avance de frais si bien que son recours, traité selon la procédure simplifiée de l'art. 72 LPA, doit être déclaré irrecevable, conformément à l'art. 86 al. 2 LPA ;

qu'au vu de cette issue et conformément à sa pratique, la chambre administrative renoncera à percevoir un émolument.

LA CHAMBRE ADMINISTRATIVE déclare irrecevable le recours interjeté le 23 août 2013 par Mademoiselle P_____, représentée par ses parents Madame et Monsieur P_____, contre la décision du 23 juillet 2013 prise par le département de l'instruction publique, de la culture et du sport ; dit qu'il n'est pas perçu d'émolument, ni alloué d'indemnité de procédure ; dit que, conformément aux art. 82 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF - RS 173.110), la présente décision peut être portée dans les trente jours qui suivent sa notification par-devant le Tribunal fédéral, par la voie du recours en matière de droit public ; le mémoire de recours doit indiquer les conclusions, motifs et moyens de preuve et porter la signature du recourant ou de son mandataire ; il doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14, par voie postale ou par voie

électronique aux conditions de l'art. 42 LTF. La présente décision et les pièces en possession du recourant, invoquées comme moyens de preuve, doivent être joints à l'envoi ; communique la présente décision, en copie, à Mademoiselle P_____, représentée par ses parents Madame et Monsieur P_____, ainsi qu'au département de l'instruction publique, de la culture et du sport.

- 3/3 - A/2702/2013

Au nom de la chambre administrative : la greffière :

Véronique Serain

le juge délégué :

Blaise Pagan

Copie conforme de cette décision a été communiquée aux parties.

Genève, le

la greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.